

UE Le commissaire européen au budget, Günther Oettinger, réaffirme qu'il faut s'attendre à une baisse de 5 à 10 % des fonds de la Pac. Des États membres réclament même davantage...

Pac : les commissaires européens s'apprêtent à «faire des choix difficiles»

Le commissaire européen au budget, Günther Oettinger, a réaffirmé, le 6 mars à Dublin, que les dépenses de la Pac devront probablement être réduites de 5 à 10 % dans le cadre financier pluriannuel post-2020 de l'UE. En réponse à des parlementaires qui s'inquiétaient d'une telle perspective, il a déclaré : «J'aimerais que vous veniez avec moi à Amsterdam ou Copenhague ou encore Stockholm ; tous ces États membres disent que nous avons besoin de baisses jusqu'à 30 %. Je suis le modérateur et votre partenaire, avec 5 à 10 %.» Le Parlement européen adoptera lors de sa session du 12 au 15 mars à Strasbourg sa position préliminaire sur le prochain cadre financier.

Les Pays-Bas et la Suède veulent «un plus petit budget»

«Mon but est celui-ci : pas de hausse des contributions, mais

des meilleurs résultats dans un plus petit budget», a déclaré le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, plaidant pour une baisse des fonds alloués aux politiques agricole et de cohésion, afin de «financer de nouvelles priorités», parmi lesquelles la lutte contre les dérèglements climatiques, la sécurité, la migration et l'innovation. De même, un document gouvernemental suédois plaide pour une réduction «significative» des enveloppes dédiées à la Pac et à la cohésion, jugeant préférable de mieux dépenser, avec un plus petit budget, et de s'attaquer aux lacunes des mesures et programmes européens actuels.

«Nous devons faire ensemble des choix difficiles, car nous avons de nouvelles priorités et faisons face à de nouveaux défis», écrivent le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le commissaire au budget dans une lettre du 1er



T. GUILLEMOT

mars adressée aux autres membres de l'exécutif européen pour planifier la préparation des propositions sur le prochain cadre financier de l'UE qui sont prévues le 2 mai. Rappelant que

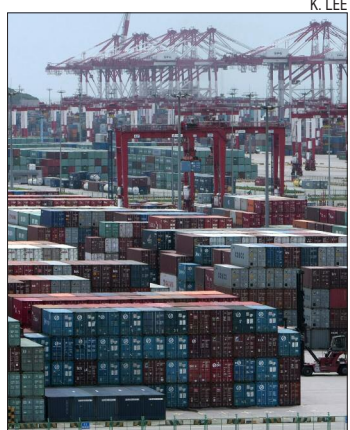
«le retrait du Royaume-Uni de l'Union entraîne la perte d'un important contributeur», ils soulignent qu'«un paquet équilibré d'une taille suffisante devra s'appuyer sur une combinaison

intelligente d'économies proportionnées, de redéploiements à l'intérieur du budget et de nouvelles ressources». Le «paquet» du 2 mai contiendra, précise la lettre : une communication fixant les grandes orientations des propositions de la Commission ; des «fiches» décrivant pour chaque grand programme sa valeur ajoutée européenne ; un document de travail des services reprenant les principales conclusions de l'exercice de révision des dépenses ; diverses propositions (règlement du Conseil, accord inter-institutionnel, système des ressources propres). Le président de la Commission et le commissaire au budget soulignent enfin que les différents programmes prévus par le cadre financier devront «être prêts d'ici le 29 mai». Les propositions pour la prochaine Pac sont attendues fin mai-début juin.

AGRAPRESSE

BOVIN VIANDE L'UE compte retirer l'autorisation d'exporter à certains établissements brésiliens.

L'UE s'inquiète de la situation sanitaire de la viande bovine au Brésil



K. LEE

La Commission européenne a soumis aux experts des Vingt-huit un projet de règlement visant à retirer certaines unités de production de la liste des établissements brésiliens dont la viande est autorisée à l'importation dans l'UE. Cette mesure, qui doit encore être votée par les États membres, est liée aux déficiences détectées récemment dans le système de contrôle officiel du Brésil. La police de ce pays a d'ailleurs procédé le 5 mars à de nouvelles arrestations dans

le cadre du scandale de la viande avariée qui a éclaté il y a un an, ciblant cette fois des laboratoires accusés de masquer la présence de salmonelle dans les produits du géant de l'agroalimentaire BRF.

«L'enquête a montré que cinq laboratoires et les secteurs d'analyse de l'entreprise falsifiaient les résultats» au moment de les présenter aux services sanitaires, a expliqué la police fédérale. Selon le ministère de l'Agriculture, «la cible principale est la fraude dans les résultats liés à la présence de salmonelle» dans les produits, certains étant destinés à l'exportation dans 12 pays, dont 80 % dans l'UE. Cette opération, la troisième depuis que le scandale a éclaté, a mobilisé 270 policiers et 21 agents sanitaires dans cinq États du Brésil. Dix des onze personnes visées ont été arrêtées, dont Pedro de Andrade Faria, ancien pdg de BRF qui est un des leaders mondiaux de l'agroalimentaire, exportant ses produits dans plus de 120 pays,

notamment de la viande de poulet.

Mission parlementaire début avril

Les représentants des groupes de travail bœuf et volaille des organisations et coopératives agricoles de l'UE (Copa-Cogeca) ont tenu le 8 mars une réunion de travail avec la délégation de huit eurodéputés, dont Michel Dantin (France), James Nicholson (Royaume-Uni) et Mairead McGuinness (Irlande), qui se rendra du 2 au 6 avril au Brésil, dans les États du Mato Grosso and Mato Grosso do Sul, pour évaluer les normes sanitaires dans les usines de transformation de viande, bovine essentiellement. Cette mission d'observation pourrait être suivie de la création d'une commission spéciale parlementaire sur des manquements éventuels dans les contrôles et procédures de certification de la viande destinée à être exportée vers l'UE.

AGRAPRESSE

SALARIÉS Michel Marcoul a passé la main lors du congrès à Albi.

Les salariés agricoles changent de tête au national

L'Association des salariés agricoles a tenu son congrès national à Albi du 8 au 10 mars, avec 80 participants. Un congrès forcément spécial puisque le Tarnais Michel Marcoul, président de cette association depuis une dizaine d'années (lire notre édition de la semaine dernière) a décidé de passer la main.

«J'ai été fier de présider cette association durant toutes ces années», a déclaré celui qui totalise vingt-quatre années de service au sein du réseau des salariés agricoles. «Ce fut, pour moi, un parcours exaltant, riches de découvertes et de rencontres», a souligné Michel Marcoul en adressant un coup de chapeau et un «grand merci» à toutes les personnes qui ont travaillé avec lui. Il met certes un terme à son mandat national, mais rappelle qu'il poursuit



ses engagements locaux au niveau du département et de la région. Avant d'adresser tous ses «vœux de réussite à la nouvelle équipe», Michel Marcoul a rappelé qu'il avait «essayé de donner plus de visibilité à notre mouvement, ce qui était nécessaire même si ça n'a pas toujours été compris».

Une action saluée avec force par ses successeurs : «Tu as redonné un sens à l'association par ton travail et ta forte implication», a salué Éric Passe-temps, Morbihanais de 52 ans, élu nouveau président de l'Association des salariés agricoles lors de ce congrès.

D. MO.